

Examen de l'investissement étranger

extrapolations, bref, pour savoir exactement où nous allons?

• (1700)

Si nous nous posions ces trois questions, monsieur le président, évidemment que tous les députés conviendraient que ce n'est certes pas la matière première qui manque au pays. Nous ne manquons de rien—je l'ai répété à maintes reprises—sauf de citrons, d'oranges, de pamplemousses et de bananes. Bref, nous ne manquons de rien au Canada. Nous avons même des poires à profusion!

Monsieur le président, nous avons toutes les richesses naturelles, toutes les matières premières voulues, pour fabriquer tous les produits dont nous avons besoin pour la consommation domestique. Nous avons—et cela, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) le sait plus que quiconque—près d'un million de chômeurs au Canada. Ce n'est donc pas la main-d'œuvre qui manque. Et comme nous avons plus d'universités et de collèges qui forment maintenant des ingénieurs, des scientifiques, dans tous les domaines, ce n'est certes pas les spécialistes qui manquent non plus.

Ayant ces trois éléments essentiels, pourquoi, monsieur le président, nous demander si nous avons besoin de capitaux étrangers? Qu'on ait fait cela dans le passé, cela explique le nombre considérable de chômeurs, de même que le fait que 60 p. 100 des produits que nous consommons proviennent de l'étranger. Il faudrait plutôt que nous les fabriquions nous-mêmes. C'est ce qui explique, en d'autres termes, la déconfiture de l'industrie canadienne. Or, si nous voulons remédier à cela, ce n'est pas en pénalisant ceux qui continuent à croire à ces investissements étrangers, mais en changeant de fond en comble les principes qui régissent la production au Canada. Voilà pourquoi le projet de loi à l'étude s'attaque à des causes très profondes, de même qu'à d'autres points essentiels pour notre population.

Monsieur le président, il est clair que tant que nous accepterons de consommer des produits étrangers que nous pouvons fabriquer nous-mêmes, tant que nous croirons qu'il n'y a rien à faire, à moins de recourir aux capitaux étrangers, il n'y aura rien—je le répète—il n'y aura rien à faire.

Il y a pourtant une solution bien concrète, bien claire et bien nette: tous nos produits de consommation, dans n'importe quel domaine, que ce soit le domaine alimentaire, le domaine des textiles ou n'importe quel autre, nous devrions les produire nous-mêmes. Il suffit que le gouvernement facilite l'émission des crédits nécessaires à cette fin. Dès que ce principe est reconnu, nous n'avons plus le problème du contrôle de l'étranger, puisqu'il s'agit de notre propre argent. En somme, c'est grâce à nos propres émissions de crédit que nous financerions tout le système de production du Canada. Cela est très simple, monsieur le président, et c'est ce que nous répétons depuis des années. Tant qu'on ne l'aura pas compris, nous «pataugerons» dans les mêmes problèmes, et jamais nous leur trouverons aucune solution.

Monsieur le président, lorsque nous parlons de respecter l'entreprise privée, lorsque je dis que le gouvernement devrait faciliter les émissions de crédit, je ne veux pas dire qu'il devrait prendre en main toutes les sociétés et s'immiscer dans l'entreprise libre. Ce n'est évidemment pas ce point de vue là que je veux exprimer ici; nous sommes totalement opposés à la politique de nos collègues du Nouveau parti démocratique à ce sujet.

[M. Matte.]

Nous voulons que toutes les entreprises qui ont de l'initiative aient la possibilité, lorsqu'elles font la preuve qu'elles sont en mesure de fabriquer des produits nécessaires qui pourraient être consommés par les Canadiens, d'être aidées par des lois tendant à créer de nouvelles entreprises ou à favoriser le crédit.

Monsieur le président, on est alors bien loin des subventions, des octrois et de tout le système présentement en vigueur, et je crois qu'il serait beaucoup plus utile, pour aider à pallier le problème du chômage, de même que pour faciliter la production au Canada, de fournir à ces entreprises les crédits dont elles ont besoin, mais à condition que ce soit à un très faible taux d'intérêt. Voilà où se situe le problème. Je suis convaincu que si l'on demandait à tous ceux qui possèdent des entreprises de choisir entre un emprunt de \$100,000 à 3 ou 4 p. 100 et une subvention de \$25,000, quitte à faire un emprunt de \$75,000 à 10, 11 ou 12 p. 100 d'intérêt, ils préféreraient ne pas avoir de subvention du tout et obtenir un prêt global de \$100,000, mais à un très faible taux d'intérêt. C'est de cette façon que l'industrie pourrait concurrencer la production étrangère.

D'ailleurs—je pense qu'on ne le répètera jamais assez—il est un peu ridicule de faire agir la production exclusivement sur les autres.

En vertu de quoi les Américains, les Européens, les Asiatiques ou les Africains, peuvent-ils, grâce à leur politique intérieure, venir influencer la nôtre? En vertu de quoi sommes-nous obligés d'acheter des chemises qui proviennent du Japon, de la Corée ou de la Chine, simplement parce que ces chemises-là, sur le marché canadien, coûtent un peu moins cher que celles fabriquées au pays? C'est en vertu de rien.

Même si les chemises ou les chaussures canadiennes coûtaient un peu plus cher que celles fabriquées au Japon ou ailleurs dans le monde, il est important que le consommateur canadien ait le pouvoir d'achat nécessaire pour les acheter.

Cela ne ferait absolument rien aux citoyens du Québec, de la Colombie-Britannique ou de l'Ontario de payer les chemises deux fois plus cher s'ils ont dans leurs goussets l'argent voulu pour les acheter. C'est aussi simple que cela.

C'est ce principe sain et vigoureux qui devrait être appliqué. Si nous faisons converger toutes nos activités vers la réalisation de l'équilibre entre le pouvoir d'achat et le coût de la production, il ne se produirait jamais d'inflation ni de déflation; bref, nous n'aurions jamais de problèmes.

Par conséquent, si l'on décidait d'accorder, dans notre système, la possibilité de produire au Canada tout ce dont nous avons besoin, peu importe le prix, on n'aurait tout simplement qu'à équilibrer le pouvoir d'achat avec le coût de la production. En établissant ce principe-là, nous diminuerions à l'extrême le problème du chômage et nous ne serions plus à la merci des autres pays pour survivre ici.

En vertu de ce principe—je l'ai déjà dit et je me permets de le répéter—nous ne serions plus obligés d'acheter la production étrangère parce qu'elle est moins chère. Nous ne pouvons présumer de ce qui s'est passé dans le pays d'origine qui a exporté des marchandises. Qu'est-ce qui nous dit que ce n'est pas en vertu de lois spéciales de leurs gouvernements qu'ils n'arrivent pas à nous faire concurrence? Monsieur le président, pour terminer, je dois dire, au sujet du Bill C-132, que je comprends les intentions du gouvernement et que je suis d'accord sur celles-ci. Toutefois, je voulais signaler qu'on ne réglerait pas tout à fait le